

# Crise sanitaire :

*Contre le poison de la division,  
une seule priorité, l'unité de  
notre classe !*



**PRISE DE POSITION DE LA CGT EDUC'ACTION 95 - supplément du Bulletin d'information n°1**

Macron et ses ministres sont passés maîtres dans l'art d'un enfumage propice à toutes les confusions. Le ressort est toujours le même : affaiblir notre camp - celui du travail - en infusant le poison de la division dans un plan de com' repris en boucle par les médias du capital.

Souvenons-nous de la réforme des retraites fin 2019, « pour l'équité et la justice », ou des chômeuses désignées comme cibles le 12 juillet dernier lorsque « En France on doit toujours mieux gagner sa vie en travaillant qu'en restant chez soi », surtout quand il suffit de « traverser la rue » pour en trouver, du boulot.

Concernant la pandémie de covid, depuis un an et demi se multiplient les lois et décrets attentatoires aux libertés publiques, un « état d'urgence » permanent, dans la droite ligne d'un arsenal déjà imposé antérieurement au nom de la lutte contre le terrorisme, et appliqué contre les luttes sociales depuis la loi travail. Après les confinements et autres « couvre-feu », c'est désormais l'heure du « passe-sanitaire » pour toutes et tous, de l'obligation vaccinale pour des millions de salarié.es, et d'une forte incitation à la vaccination pour le reste de la population, notamment dès 12 ans. Une attaque pour les libertés, mais pas seulement.

Car en conséquence, on voit désormais se diviser notre camp et s'affronter des pro et anti, des contrôleurs et contrôlés du passe-sanitaire. Divisions médiatisées et caricaturées autour des illuminé.es du complotisme et qui nourrissent tous les opportunistes d'une extrême droite (Dupont-Aignan, Philippot...) préservée par Macron dans sa stratégie électorale.

Sans compter l'obligation vaccinale, promulguée à partir du 15 septembre dans la Santé (notamment) et du 15 octobre dans l'Education pour les psyEN, les personnels de santé scolaire, et ceux affectés en établissements sociaux et médico-sociaux.

Alors que dans la Santé, c'est partout la pénurie de personnels, alors que dans l'Education, c'est la pénurie de PsyEN, de médecins et de personnels infirmiers et que le nombre de places en établissements médico-sociaux se réduit en peau de chagrin... le gouvernement préfère suspendre les personnels non vaccinés plutôt que de créer les postes nécessaires et de recruter ! De l'enfumage on vous dit.

A la CGT Educ'action, nous ne sommes ni virologues, ni épidémiologistes, pas plus spécialistes de l'endiguement des pandémies. Nous pouvons même concevoir que dans une telle crise pandémique, des stratégies sanitaires préventives ou curatives évoluent, même de façon contradictoire, au fur et à mesure d'un état de connaissance scientifique objectif.

**En revanche, salarié.es de la 2e ligne dans les écoles et établissements scolaires, nous pouvons constater depuis un an et demi que pour ce gouvernement, la priorité dans le contexte sanitaire n'a jamais été la santé des salariés ou même des citoyens dans leur ensemble.**

Il y eut bien sûr leurs mensonges sur la pertinence du port du masque, ou sur le statut des enfants et adolescents dans la chaîne virale, l'état hallucinant de pénurie de matériel de première nécessité dans les hôpitaux (protection des personnels, lits, respirateurs, oxygène...) ou les écoles (savons, gel hydroalcoolique, masques...), les couacs coupables sur des tentatives de rééquipements (des milliers de respirateurs inadaptés parce qu'on a omis de demander l'avis des travailleurs qui les utilisent, les réanimateurs), les conditions de travail catastrophiques dans les écoles et établissements, navigant à vue et dans le déni de la réalité par Blanquer, avec des pressions hiérarchiques insupportables, etc.

Ces mensonges réitérés, ce manque absolu de transparence ont généré des doutes dans la population, **et pire, un état de défiance vis-à-vis du système de santé**, quand sont mis en place des comités scientifiques Théodule liés au pouvoir, ou un système de subventions de recherche dévoyé, quand se succèdent sur les plateaux télé des répétiteurs zélés ou des défenseurs des profits de l'industrie pharmaceutique.

Désormais on sanctionne celles et ceux qui doutent, plutôt que d'apporter des éléments probants et objectifs. Sur la question vaccinale par exemple, dans l'Education nous le savons bien, car les jeunes et les familles nous le confient. Le doute concerne la pertinence de vacciner les enfants dès 12 ans, pour des questions de bénéfice/risque. Très peu remettent en cause la vaccination comme progrès dans l'Histoire.

La CGT Santé nous rappelle dans ses publications que la vaccination a toujours consisté à convaincre sans contraindre, et qu'en médecine la décision doit revenir au patient, après un avis éclairé. Mais comment trouver l'éclairage dans un tel contexte d'instrumentalisation par le pouvoir.

Sans compter la destruction du secret médical pour les jeunes, les personnels ou leur famille et toutes les dérives et pratiques illégales dans les

établissements (attestations sur l'honneur, exigence du passe sanitaire, etc.).

Sans compter la transcription du passe-sanitaire en droit social avec un pouvoir disciplinaire accru de l'employeur et la suspension du salaire. Le 16 septembre, le ministre Véran annonçait déjà 3000 suspensions de personnels soignants.

Enfin, évoquer une immunité collective en cas de pandémie ne peut se concevoir que dans un système monde, car un virus, ça mute en toute indifférence des frontières : les brevets privés (sur de la recherche publique !) ont-ils été levés ? Les pays pauvres ou les pauvres des pays riches ont-ils un accès libre et gratuit aux vaccins, partout ? De toute évidence non.

Le mur de Planck du capitalisme exclue toute autre vision que celle des intérêts immédiats du capital. D'ailleurs les profits des multinationales et de leurs actionnaires ont continué à flamber durant cette dernière période.

**Nous avons toutes et tous sous les yeux la preuve la plus éclatante que ce gouvernement a failli : aucun moyen supplémentaire n'a été donné à des hôpitaux déjà exsangues avant la crise, que ce soit en termes humains, d'équipements ou de lits. Aucun moyen supplémentaire n'a non plus été donné à l'Education, là encore en moyens humains (pour baisser des effectifs par classe, assurer les remplacements) ou de matériel de prévention (détecteurs de CO2, purificateurs d'air, masques efficaces, etc.).**

**Pire, dans ces deux secteurs, ils ont continué à supprimer des postes ou réduire des budgets. En plus des 80 000 postes supprimés au service de Sarkozy, Blanquer en a supprimé 7270 autres depuis 4 ans pour 60 000 élèves supplémentaires.**

**En cette rentrée 2021 dans l'académie de Versailles, 673 contractuel.les enseignant.es ont appris avec brutalité que leur contrat n'était pas reconduit.**

C'est-à-dire que rien n'est venu entamer les dogmes du néo-libéralisme dans lesquels s'inscrit ce gouvernement, dans la continuité de ceux qui l'ont précédé : les services publics ne sont qu'un coût, le statut des fonctionnaires et la Sécurité sociale une scorie de l'Histoire. Il convient de démanteler tout cela, de l'effacer, de saucissonner la Santé comme l'Education en de multiples marchés, au service unique du capital, des profits et de l'aisance de la bourgeoisie.

Car c'est aussi ce que nous devons noter : le virus respecte une certaine frontière de classe et le principal sécessionnisme communautaire dans ce pays, c'est celui de la bourgeoisie. Précipitée dans ses résidences secondaires de bord de mer durant le premier confinement, première servie en vaccins, y compris en se ruant sur les centres de vaccination dédiés aux quartiers populaires ou disposant simplement d'un cadre de vie qui permet les mesures de prophylaxie, quand nous subissons le mal-logement et l'entassement, la bourgeoisie ne sera pas impactée le 15 octobre par le déremboursement des tests, véritable injustice sociale.

Et cela ne risque pas de changer : la seule perspective martelée par Macron le 12 juillet, pour la sortie de crise sanitaire, c'est la casse de l'Assurance chômage et le recul de l'âge de départ à la retraite, c'est-à-dire de nouvelles attaques contre notre Sécurité sociale, et contre le camp du travail.

**Pourtant là encore, nous devrions tirer très vite le bilan. Le seul élément de stabilité pour nos vies ces deux dernières années aura une nouvelle fois été notre Sécu.**

Quant à l'Education, sa visite à Marseille et la lettre de rentrée de la rectrice donnent le ton : le problème de l'école c'est « l'absentéisme » des personnels et « la grève ».

Et le gouvernement présente comme solution un durcissement du management, des écoles et micro-collèges et lycées où des directeurs-chefs d'entreprise choisissent leurs personnels soumis au « projet » et la casse du statut pour que tout aille mieux.



**Sans surprise, le gouvernement appuie l'offensive des patrons contre les droits des travailleurs et des travailleuses en pleine crise sanitaire et économique. Fortes des précédents échecs des mobilisations sociales (Gilets Jaunes, mouvement contre la réforme des retraites), les classes dirigeantes entendent nous faire payer leur crise, leur incompétence, en nous faisant culpabiliser devant le chaos que leur système a engendré.**

**Alors, dans l'Éducation nationale  
comme à l'hôpital : NON AU « PASSE SANITAIRE » !  
Non à la casse du code du travail !  
POUR UN PLAN D'URGENCE DANS L'ÉDUCATION !**

**Des recrutements, pas des licenciements !**

**Assez de culpabilisation des personnels de la part de  
ceux qui détruisent l'Hôpital et l'École !**

**PRÉPARONS LA GRÈVE !**

**Présentation du syndicat**

La CGT Educ'action Versailles c'est le syndicat de tous les personnels de l'académie de Versailles. Tous les personnels car nous croyons à la CGT que seule une action collective nous permettra d'apporter des réponses globales et solidaires pour l'école émancipatrice dans laquelle l'ensemble de la communauté éducative se retrouvera !

**Pourquoi me syndiquer à la CGT ?**

Le syndicat est le lieu naturel pour que les salarié-es débattent, s'organisent et agissent. Aucune avancée en matière de salaires, de conditions de travail, de lutte contre la précarité... n'a été obtenue sans action collective. La CGT porte des revendications interprofessionnelles et les fait vivre dans ses syndicats, ses Unions Locales et ses Union Départementales. Ce sont des lieux d'échange, de débat, mais aussi de **convergence des luttes**.

**Rejoignez-nous à l'adresse suivante :**

**<https://www.cgteduc.fr/index.php/rejoignez-nous>**

**la  
cgt**  
**CGT Educ'action  
Val d'Oise**

**Permanences :  
Tous les jeudis**

**Tél : 01.34.10.02.55 ou 06.31.89.74.75**

**Courriel : [sden-cgt-95@wanadoo.fr](mailto:sden-cgt-95@wanadoo.fr)**

**Maison des syndicats / Espace Mandela au 82, Bd Leclerc 95100 ARGENTEUIL**

